

Le profil de compétences du directeur adjoint fixé par arrêté ministériel du 3 novembre 2015 rédigé sur avis du Conseil supérieur de la Justice et publié ce jour au moniteur belge dispose que le directeur adjoint dispose des qualités professionnelles nécessaires pour répondre aux exigences de la fonction:

- > une expérience pertinente en matière de formation et développement, gestion des compétences et gestion des connaissances;
- > une connaissance de base des principes didactiques et pédagogiques;
- > une expérience dans les techniques de management RH;
- > une compréhension de l'organisation du développement du personnel, de la formation et des stages au sein de la magistrature et des membres du personnel de l'Ordre judiciaire;
- > une connaissance étendue des domaines du droit, et en particulier de l'organisation judiciaire;
- > d'excellentes aptitudes à la communication;
- > un esprit de collégialité et d'équipe;
- > des qualités qui lui permettent de représenter l'Institut à l'extérieur.

Les candidats à un mandat de directeur adjoint doivent adresser leur candidature par lettre recommandée, dans les 30 jours du présent appel aux candidats au président du comité de direction du SPF Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles. Les candidats doivent y joindre un curriculum vitae ainsi qu'une lettre dans laquelle ils commentent leur curriculum et exposent leur motivation.

Het competentieprofiel van de adjunct-directeur vastgesteld bij ministerieel besluit van 3 november 2015 op advies van de Hoge Raad voor de Justitie en heden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, bepaalt dat de adjunct-directeur over de professionele kwaliteiten beschikt die nodig zijn om te voldoen aan de vereisten van de functie:

- > een relevante ervaring inzake opleiding en ontwikkeling, competentiebeheer en kennisbeheer;
- > een basiskennis van de didactische en pedagogische beginselen;
- > ervaring in managementtechnieken in human resources;
- > begrip van de organisatie van de ontwikkeling van het personeel, van opleiding en stages in de schoot van de magistratuur en van de personeelsleden van de Rechterlijke Orde;
- > een uitgebreide kennis van het gebied van het recht en in het bijzonder van de rechterlijke organisatie;
- > uitstekende communicatieve vaardigheden;
- > collegialiteits- en groepsgevoel;
- > kwaliteiten die het hem mogelijk maken het Instituut naar buiten toe te vertegenwoordigen.

De kandidaten voor het mandaat van adjunct-directeur moeten hun kandidatuur binnen de 30 dagen na huidige oproep tot kandidaten bij aangetekende brief bezorgen aan de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie, Directoraat-generaal – Rechterlijke Organisatie - Waterloolaan 115, 1000 Brussel. De kandidaten moeten bij hun kandidatuur een curriculum vitae voegen, evenals een brief waarin zij hun curriculum toelichten en hun motivatie uiteenzetten.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205112]

12 OCTOBRE 2015. — Circulaire ministérielle visant à favoriser la coordination des travaux d'équipements au sein des parcs d'activités économiques

1. Références légales

- Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit;
- décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;
- décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau;
- arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;
- arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;
- arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;
- CCT Qualiroutes, tel qu'approuvé par le Gouvernement wallon le 20 juillet 2011;
- Code de bonne pratique pour la prévention des dégâts aux installations souterraines à l'occasion de travaux exécutés à proximité de celles-ci (QR A-5).

2. Objectifs

En son axe III « Mobiliser le territoire à destination du développement économique », le Plan Marshall 4.0 énonce que les infrastructures d'accueil des entreprises doivent être de haute qualité, éco-performantes et high connected en phase avec l'industrie numérique 4.0.

Affichant sa volonté de favoriser l'équipement en fibres optiques sur le territoire wallon, le Gouvernement wallon souhaite la création d'une nouvelle génération de « parcs d'activités économiques 4.0 » par l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Un des objectifs de la présente circulaire vise donc à mettre à disposition des entreprises des infrastructures performantes leur permettant d'accéder aux réseaux de communication à très haut débit.

La qualité des équipements au sein d'un parc d'activités économiques est un gage d'attractivité pour les entreprises y implantées. C'est pourquoi il importe que les terrains destinés à accueillir les entreprises bénéficient de tous les équipements nécessaires permettant un accès aisé aux réseaux de distribution et ce, tant à l'occasion de la création d'un nouveau parc d'activités économiques qu'à l'occasion d'une opération de requalification d'un parc existant.

Le déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit et des réseaux de distribution exige des investissements significatifs dont le coût des travaux de génie civil représente une part importante. Limiter certains travaux de génie civil coûteux est, dès lors, de nature à rendre le déploiement du haut débit et des réseaux de distribution plus efficace.

La coordination des travaux de génie civil vise à contribuer de manière significative à garantir un déploiement rapide et de grande envergure des réseaux de communications électroniques à haut débit à destination des entreprises implantées dans les parcs d'activités économiques.

3. Destinataires

Les opérateurs de développement économique, au sens du décret du 11 mars 2004 précité, sont invités à fournir les meilleurs efforts afin de mettre à disposition des tranchées communes dans le domaine, actuel ou futur, de la voirie au sein d'un périmètre de reconnaissance économique.

La mise à disposition des tranchées communes est destinée aux personnes suivantes, communément appelées « impétrants » :

- opérateurs de réseaux de télécommunications;
- opérateurs de radio-télédistribution;
- gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'énergie;
- transporteurs, distributeurs et collecteurs de fluides.

Les tranchées communes sont destinées à accueillir des installations souterraines, à savoir tout conduit, rigide ou souple, servant de transport ou à la distribution de matière ou d'énergie, telles que :

- les conduites de transport ou de distribution d'eau, de gaz, etc.;
- les câbles ou lignes électriques de transport ou de distribution à basse, moyenne ou haute tension, en ce y compris les câbles d'alimentation électrique de l'éclairage public;
- les câbles de télécommunication et de télédistribution, y compris les fibres optiques;
- les pipe-lines;
- les égouts;
- les galeries techniques.

4. Chantiers visés

A l'exclusion des travaux de raccordement aux parcelles privées, sont visés :

- les travaux d'équipements en vue de la création d'une nouvelle zone d'activités économiques;
- les travaux d'équipements en vue de l'extension d'une zone d'activités économiques existante;
- les travaux de requalification d'un parc d'activités économiques existant;

lesquels doivent être situés à l'intérieur d'un périmètre de reconnaissance économique et relatifs, notamment, à la réalisation de tranchées dans le domaine public actuel ou futur.

5. Information préalable

Les opérateurs de développement économique et les impétrants s'informent mutuellement, le plus en amont possible des décisions relatives à leurs projets de chantier à mener au sein des parcs d'activités économiques existants ou projetés.

Pour ce faire, les opérateurs de développement économique communiquent aux impétrants, au 1^{er} janvier de chaque année, tous les travaux susceptibles de permettre la mise à disposition de tranchées communes et programmés dans les quinze mois à venir.

A cette occasion, ils communiquent :

- l'emplacement et le type de travaux;
- les éléments de réseau concernés;
- la date estimée de début des travaux et la durée de ceux-ci;
- un point de contact.

6. Etablissement du projet

Afin d'anticiper au mieux ces travaux, les opérateurs de développement économique veillent à ce que, en amont, les phases d'étude et de conception des travaux intègrent les contraintes techniques des installations et réseaux, singulièrement, en ce qui concerne le dimensionnement des tranchées communes et le placement des chambres de visite ou de tirage.

Les impétrants communiquent aux opérateurs de développement économique toute donnée utile facilitant l'établissement du projet (plan de situation des installations existantes, tracé projeté, emprise nécessaire, contraintes d'espacement, profondeur et largeur de tranchée, etc.).

Après avoir récolté ces données, les opérateurs de développement économique organisent une réunion de coordination avec tous les impétrants concernés afin d'établir de commun accord une coupe-type des tranchées communes et un calendrier d'intervention pour le placement des installations souterraines.

En vue de l'exécution du chantier, les impétrants communiquent aux opérateurs de développement économique toute information relative aux installations de chantier, aux éventuelles techniques spéciales et au maintien d'installations sur site après travaux (caniveaux, tuyaux, chambres de visite, chambres de tirage, galeries de service, etc.).

Les opérateurs de développement économique sollicitent auprès du gestionnaire de la voirie une demande d'autorisation d'exécution du chantier.

7. Exécution du chantier

Les opérateurs de développement économique associent les impétrants à la réunion préalable au commencement des travaux.

Les tranchées communes sont mises à disposition durant une période convenue de commun accord entre les parties.

Toute modification du début des travaux, du délai d'exécution ou d'une interruption des travaux est communiquée aux impétrants.

Le déblayage et le remblayage des tranchées communes sont réalisés par l'entreprise désignée par l'opérateur de développement économique et se font suivant les règles de l'art et les législations en vigueur en tenant compte des indications particulières éventuelles données par les impétrants.

La coordination technique des travaux de placement des installations souterraines est assurée par l'entreprise désignée par l'opérateur de développement économique. La surveillance de ces travaux est assurée par les impétrants.

Tant lors de l'établissement du projet que lors de l'exécution du chantier, la coordination sécurité-santé assurée par l'entreprise désignée par l'opérateur de développement économique intègre les données fournies par les impétrants relatives au placement des installations souterraines.

Namur, le 12 octobre 2015.

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205112]

**12. OKTOBER 2015 — Ministerielles Rundschreiben zur Förderung der Koordinierung
der Ausrüstungsarbeiten innerhalb der Gewerbegebiete**

1. Gesetzliche Grundlagen

- Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation;
- Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;
- Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen;
- Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 21. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;
- Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 2014 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;
- Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;
- Musterlastenheft "Qualiroutes", in der am 20. Juli 2011 durch die Wallonische Regierung genehmigten Fassung;
- Regeln der guten fachlichen Praxis für die Verhütung von Schäden an unterirdischen Anlagen bei Arbeiten in der Nähe solcher Anlagen (Referenzdokument A-5).

2. Zielsetzungen

In der Achse III "Territoriale Mobilisierung im Hinblick auf eine wirtschaftliche Entwicklung" des Marshall-Plans 4.0 wird erläutert, dass die den Unternehmen gebotene Empfangsinfrastruktur leistungsfähig, ökoeffizient und im Einklang mit der digitalen Wirtschaft 4.0 hochvernetzt sein muss.

Die Wallonische Regierung stellt ihren politischen Willen unter Beweis, das Glasfasernetz auf dem Gebiet der wallonischen Region zu fördern. Diesbezüglich beabsichtigt sie die Schaffung einer neuen Generation von "Gewerbegebieten 4.0" durch die Integration neuester IKT-Anwendungen.

Eines der Ziele des vorliegenden Rundschreibens besteht demnach darin, den Unternehmen eine leistungsfähige Infrastruktur zur Verfügung zu stellen, die ihnen den Zugang zu Hochleistungskommunikationsnetzen ermöglicht.

Die Qualität der Ausrüstung innerhalb eines Gewerbegebietes ist eine Voraussetzung dafür, dass dieses Gewerbegebiet für die dort ansässigen Unternehmen attraktiv bleibt. Daher ist es wichtig, dass die Gelände, die für die Ansiedlung von Unternehmen bestimmt sind, mit allen notwendigen Ausrüstungen ausgestattet werden, die einen problemlosen Zugang zu den Verteilungsnetzwerken ermöglichen, und zwar sowohl bei der Schaffung eines neuen Gewerbegebiets als auch bei der Modernisierung eines bestehenden Gebiets.

Die Einrichtung von elektronischen Hochleistungskommunikationsnetzen und von Verteilungsnetzwerken setzt umfangreiche Investitionen voraus, wobei die Tiefbauarbeiten einen wesentlichen Anteil darstellen. Die Einschränkung von gewissen kostspieligen Tiefbauarbeiten ist daher eine Möglichkeit, die Einrichtung von Breitbandnetzen und Verteilungsnetzwerken effizienter zu gestalten.

Die Koordinierung der Tiefbauarbeiten zielt darauf ab, einen bedeutenden Beitrag dazu zu leisten, den in den Gewerbegebieten ansässigen Unternehmen eine schnelle und umfangreiche Einrichtung von elektronischen Hochleistungskommunikationsnetzen zu bieten.

3. Empfänger

Die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung im Sinne des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 werden aufgefordert, nichts unversucht zu lassen, um innerhalb eines Umkreises der wirtschaftlichen Anerkennung im Bereich des bestehenden oder geplanten Verkehrsnetzes gemeinsam zu nutzende Gräben zur Verfügung zu stellen.

Diese Zurverfügungstellung von gemeinsam genutzten Gräben betrifft die folgenden Personen, die allgemein als "Netzbetreiber" bezeichnet werden:

- die Betreiber von Telekommunikationsnetzen;
- die Betreiber von Kabelrundfunk- und -fernsehtnetzen;
- die Verwalter von Transport- und Energieversorgungsnetzen;
- die Transport-, Versorgungs- und Sammlungsgesellschaften für Flüssigkeiten.

Die gemeinsam genutzten Gräben sind dazu bestimmt, unterirdische Anlagen aufzunehmen, d.h. alle steifen oder biegsamen Leitungen für den Transport und die Verteilung von Stoffen oder Energie:

- die Förder- oder Verteilungsleitungen für Wasser, Gas, usw.;
- die Kabel oder Leitungen für den Transport und die Verteilung von Elektrizität mit niedriger, mittlerer oder hoher Spannung, einschließlich der Stromzuführungskabel der öffentlichen Beleuchtung;
- die Kabel für Telekommunikations- und Kabelfernsehtnetze, einschließlich der Glasfaserleitungen;
- die Rohrleitungen;
- die Kanalisationen;
- die Leitungsschächte.

4. Betroffene Baustellen

Mit Ausnahme der Anschlussarbeiten für Privatgrundstücke sind betroffen:

- die Ausrüstungsarbeiten im Hinblick auf die Schaffung eines neuen Gewerbegebiets;
- die Ausrüstungsarbeiten im Hinblick auf die Ausdehnung eines bestehenden Gewerbegebiets;
- die Arbeiten zur Modernisierung eines bestehenden Gewerbegebiets;

die sich innerhalb eines Umkreises der wirtschaftlichen Anerkennung befinden müssen und insbesondere das Anliegen von Gräben im bestehenden oder zukünftigen öffentlichen Bereich betreffen.

5. Vorhergehende Information

Die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung und die Netzbetreiber informieren sich gegenseitig so frühzeitig wie möglich über die Entscheidungen betreffend ihre Bauvorhaben, die sie innerhalb der bestehenden oder geplanten Gewerbegebiete ausführen möchten.

Zu diesem Zweck übermitteln die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung den Netzbetreibern jedes Jahr zum ersten Januar eine Liste mit allen Bauarbeiten, die die Zurverfügungstellung gemeinsam zu nutzender Gräben ermöglichen und im Laufe der nächsten fünfzehn Monate geplant sind.

Dabei übermitteln sie folgende Informationen:

- Standort und Art der Arbeiten;
- Betreffende Bestandteile des Netzes;
- Geplantes Datum für den Beginn der Arbeiten und Dauer;
- Kontaktstelle.

6. Projektplanung

Um diese Arbeiten bestmöglich einzuplanen, tragen die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung dafür Sorge, dass im Rahmen der im Vorfeld durchgeführten Projektierungs- und Planungsarbeiten die technischen Gegebenheiten der Anlagen und Netzwerke berücksichtigt werden, insbesondere was die Bemessung der gemeinsam genutzten Gräben und das Positionieren der Kontroll- und Kabelschächte betrifft.

Die Netzbetreiber übermitteln den Trägern der wirtschaftlichen Entwicklung jede zweckdienliche Information zur Erleichterung des Projekts (Lageplan der bestehenden Anlagen, geplanter Verlauf, erforderliche Landentnahme, Bedingungen betreffend den Abstand, die Tiefe und die Breite des Grabens, usw.).

Nachdem sie diese Informationen erhalten haben, organisieren die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung eine Koordinierungsversammlung mit allen betroffenen Netzbetreibern, im Einvernehmen einen Musterplan der gemeinsam genutzten Gräben und einen Zeitplan für die Installation der unterirdischen Anlagen festzulegen.

Im Hinblick auf die Ausführung der Baustelle übermitteln die Netzbetreiber den Trägern der wirtschaftlichen Entwicklung jegliche Information über die Einrichtung der Baustelle, die ggf. erforderlichen Sonderverfahren und das Verbleiben von Anlagen vor Ort nach Abschluss der Arbeiten (Abflussrinnen, Rohre, Kontrollschächte, Kabelschächte, Dienststollen, usw.).

Die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung beantragen bei dem Verwalter des Straßen- und Wegenetzes eine Genehmigung der Ausführung von Bauarbeiten.

7. Ausführung des Bauvorhabens

Die Träger der wirtschaftlichen Entwicklung beteiligen die Netzbetreiber an der vor dem Beginn der Arbeiten organisierten Versammlung.

Die gemeinsam genutzten Gräben werden für einen im Einvernehmen von den Parteien bestimmten Zeitraum zur Verfügung gestellt.

Jede Änderung des Beginns der Arbeiten, der Ausführungsfrist oder der Unterbrechung der Arbeiten wird den Netzbetreibern mitgeteilt.

Das Freilegen und das Auffüllen der gemeinsam genutzten Gräben werden durch ein Unternehmen durchgeführt, das durch den Träger der wirtschaftlichen Entwicklung bezeichnet wird. Diese Arbeiten erfolgen fachgerecht unter Beachtung der geltenden Gesetzgebung, wobei die ggf. von den Netzbetreibern erteilten Hinweise zu berücksichtigen sind.

Die technische Koordinierung der Arbeiten für die Installation der unterirdischen Anlagen wird von dem durch den Träger der wirtschaftlichen Entwicklung bezeichneten Unternehmen gewährleistet. Die Netzbetreiber gewährleisten die Kontrolle dieser Arbeiten.

Sowohl bei der Projekterstellung als auch bei der Ausführung des Bauvorhabens werden im Rahmen der von dem durch den Träger der wirtschaftlichen Entwicklung bezeichneten Unternehmen gewährleisteten Koordinierung in den Bereichen Sicherheit und Gesundheit die von den Netzbetreibern übermittelten Informationen bezüglich der Installation der unterirdischen Anlagen einbezogen.

Namur, den 12. Oktober 2015

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205112]

12 OKTOBER 2015. — Ministeriële omzendbrief tot bevordering van de coördinatie van de uitrustingswerken binnen de « parcs d'activités économiques » (bedrijvenparken)

1. Wettelijke basis

- Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;
- decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;
- decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen;
- besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;
- besluit van de Waalse Regering van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;
- besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering;
- "CCT Qualiroutes", zoals goedgekeurd door de Waalse Regering op 20 juli 2011;
- Goede praktijkcode voor de voorkoming van schade aan de ondergrondse installaties ter gelegenheid van werken uitgevoerd bij die installaties (QR A-5).

2. Doelstellingen

In zijn hoofdlijn III "Mobiliser le territoire à destination du développement économique" (« Slimme gebiedsbestemmingen ») vermeldt het Marshall Plan 4.0 dat de ontsluitingsinfrastructuren van de bedrijven van hoge kwaliteit, milieuvriendelijk en high connected moeten zijn en ook in overeenstemming met de digitale industrie 4.0.

Door haar duidelijke wil te tonen om de uitrusting met optische vezels op het Waals grondgebied te bevorderen, wenst de Waalse Regering de oprichting van een nieuwe generatie van "parcs d'activités économiques 4.0" (bedrijvenparken 4.0) door de integratie van de informatie - en communicatietechnologieën.

Één van de doelstellingen van deze omzendbrief bestaat dus uit de terbeschikkingstelling van de bedrijven van efficiënte infrastructuren die hen de mogelijkheid bieden om toegang te krijgen tot de hogesnelheidscommunicatienetwerken.

De kwaliteit van de uitrustingen in een bedrijvenpark is een waarborg inzake attractiviteit voor de bedrijven die er gevestigd zijn. Daarom is het belangrijk dat de terreinen bestemd voor deze bedrijven over al de nodige uitrustingen beschikken om een vlotte toegang tot de distributienetten mogelijk te maken en dit, zowel bij de oprichting van een nieuw bedrijvenpark als bij de herkwalificatie van een bestaand bedrijvenpark.

De plaatsing van de elektronische hoge-snelheidscommunicatienetwerken en van de distributienetten vereist belangrijke investeringen waarvan de kosten inzake civiele bouwkunde een belangrijk deel uitmaken. Bepaalde kostbare werkzaamheden inzake civiele bouwkunde beperken zal er dan ook voor zorgen dat de plaatsing van de hoge snelheid en van de distributienetten op een meer efficiënte manier gebeurt.

De coördinatie van de werkzaamheden inzake civiele bouwkunde zal er op een significante manier toe bijdragen om een vlotte en omvangrijke plaatsing te garanderen van de elektronische hoge-snelheidscommunicatienetwerken voor de bedrijven die in de bedrijvenparken gevestigd zijn.

3. Bestemmingen

De operatoren voor de economische ontwikkeling in de zin van het voornoemd decreet van 11 maart 2004 worden uitgenodigd om belangrijke inspanningen te leveren om gemeenschappelijke sleuven in het huidige of toekomstig domein van het wegennet ter beschikking te stellen binnen een economische erkenningsomtrek.

De terbeschikkingstelling van gemeenschappelijke sleuven is bestemd voor de volgende personen, de zgn. "rechtverkrijgenden":

- de operatoren van telecommunicatienetwerken;
- de radio-teledistributieoperatoren;
- de beheerders van vervoers- en distributienetwerken van energie;
- de vervoerders, de verdelers en de ophalers van vloeistoffen.

De gemeenschappelijke sleuven zijn bestemd om ondergrondse installaties te herbergen, namelijk elke harde of soepele leiding die aangewend wordt voor het vervoer of de distributie van materie of energie zoals:

- de leidingen voor het vervoer of de distributie van water, gas, enz.;
- de kabels of elektrische leidingen voor het transport of de distributie van lage, gemiddelde of hoogspanning, met inbegrip van de kabels voor de elektrische bevoorrading van de openbare verlichting;
- de kabels voor telecommunicatie en teledistributie, met inbegrip van de optische vezels;
- de pijpleidingen;
- de riolering;
- de technische galerieën.

4. Bedoelde werken

Met uitsluiting van de werken voor de aansluiting op de private percelen, worden hiermee bedoeld:

- de uitrustingswerken met het oog op de oprichting van een nieuwe bedrijfsruimte;
- de uitrustingswerken met het oog op de uitbreiding van een bestaande bedrijfsruimte;
- de herkwalificeringswerken van een bestaand bedrijvenpark;

die moeten gelegen zijn binnen de economische erkenningsomtrek en betrekking hebben, o.a., op de uitvoering van sleuven op het huidig of toekomstig openbaar domein.

5. Voorafgaandelijke informatie

De operatoren van de economische ontwikkeling en de nutsbedrijven houden mekaar zo vroeg als mogelijk op de hoogte van de beslissingen betreffende hun werkprojecten die binnen de bestaande of geplande bedrijvenparken uitgevoerd moeten worden

Daarvoor delen de operatoren van de economische ontwikkeling aan de nutsbedrijven mee, op 1 januari van elk jaar, alle werkzaamheden die de terbeschikkingstelling van gemeenschappelijke sleuven zouden kunnen mogelijk maken en die voor de komende vijftien maanden zijn gepland.

Daarbij wordt de volgende informatie meegedeeld:

- de ligging en het soort werkzaamheden;
- de betrokken elementen van het netwerk;
- de geraamde datum voor het begin van de werkzaamheden en de duur ervan;
- een contactpunt.

6. Inrichting van het project

Om zo goed mogelijk vooruit te lopen op deze werken zullen de operatoren van de economische ontwikkeling ervoor zorgen dat, zo vroeg mogelijk, de studie- en ontwerpfasen van de werken rekening houden met de technische verplichtingen van de installaties en netwerken, in het bijzonder, wat betreft de afmeting van de gemeenschappelijke sleuven en de plaatsing van de inspectieput of van de put voor het trekken van kabels.

De nutsbedrijven delen aan de operatoren voor de economische ontwikkeling elk nuttig gegeven mee dat de inrichting van het project kan vergemakkelijken (een liggingsplan van de bestaande installaties, het geplande tracé, de nodige inneming, de verplichtingen inzake tussenruimte, diepte en breedte van de sleuf, enz.).

Na het verzamelen van deze gegevens, organiseren de operatoren van de economische ontwikkeling een coördinatievergadering met alle betrokken rechtverkrijgenden om in onderlinge overeenstemming een type doorsnede van de gemeenschappelijke sleuven op te stellen en een interventiekalender vast te leggen voor de plaatsing van de ondergrondse installaties.

Met het oog op de uitvoering van de werf, verstrekken de nutsbedrijven aan de operatoren van de economische ontwikkeling elke informatie betreffende de installaties van de werf, de eventuele bijzondere technieken en het behoud van de installaties op de site na de werkzaamheden (afvoergoten, leidingen, inspectieput, put voor het trekken van kabels, dienstgalerieën, enz.).

De operatoren van de economische ontwikkeling verzoeken de wegenbeheerder om een aanvraag om machtiging tot uitvoering van de werf.

7. Uitvoering van de werf

De operatoren van de economische ontwikkeling betrekken de rechtverkrijgenden bij de vergadering die voorafgaat aan het begin van de werken.

De gemeenschappelijke sleuven worden ter beschikking gesteld gedurende een periode die in onderlinge overeenstemming tussen de partijen wordt vastgelegd.

Elke wijziging van het begin van de werken, van de uitvoeringstermijn of een onderbreking van de werken wordt aan de rechtverkrijgenden meegedeeld.

De opruiming en de opvulling van de gemeenschappelijke sleuven worden door het bedrijf aangewezen door de operator voor economische ontwikkeling uitgevoerd en gebeuren volgens de regels van de kunst en de vigerende wetgevingen rekening houdend met de eventuele bijzondere aanwijzingen meegedeeld door de nutsbedrijven.

De technische coördinatie van de werken voor de plaatsing van de ondergrondse installaties wordt uitgevoerd door het bedrijf aangewezen door de operator voor economische ontwikkeling. Het toezicht van deze werken wordt door de nutsbedrijven waargenomen.

Zowel tijdens de opstelling van het project als bij de uitvoering van de werf houdt de coördinatie veiligheid-gezondheid verzekerd door het bedrijf aangewezen door de operator voor economische ontwikkeling rekening met de gegevens verstrekt door de nutsbedrijven i.v.m. de plaatsing van de ondergrondse installaties.

Namen, 12 oktober 2015.

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT